



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 3 – 9 février 2022

Sommaire

Actualité économique:

- Environnement macro-économique : rapport économique / PIB / prix à la consommation / production / indice conjoncturel / difficultés d'approvisionnement / climat à la consommation / exportations
- Politique budgétaire : budget rectificatif
- Politiques sociales : marché du travail / chômage partiel / rapport économique / allocation chauffage / salaire minimum / baromètre de l'emploi

Actualité financière :

- Régulation financière : assurance "pertes d'exploitation" / « Mystery Shopping » de la BaFin
- Banques et assurances : Deutsche Bank / LBBW et Berlin Hyp / ING Deutschland / KfW / retraites d'entreprise / Euler Hermes

LE CHIFFRE À RETENIR

3,6%

Prévision de croissance 2022 du gouvernement fédéral

ACTUALITE ECONOMIQUE

Environnement macroéconomique

Dans son **rapport économique** annuel, le [gouvernement fédéral](#) table sur une croissance du PIB de 3,6 % en 2022, contre 4,1 % annoncés en octobre. L'économie et le marché du travail sont jugés « robustes ». L'inflation est attendue à 3,3 %, tandis que les exportations croîtraient de 5,5 % et les importations de 6,3 % ; l'excédent courant s'établirait à 6,5 % de PIB. Le gouvernement fédéral s'attend à une activité plutôt faible au premier trimestre 2022, puis à une forte reprise

portée principalement par la consommation des ménages (+6,0 % sur l'année).

Le **PIB** allemand s'est contracté de 0,7 % (corrigé des effets calendaires et saisonniers) au quatrième trimestre 2021 (+1,4 % en glissement annuel), selon [Destatis](#). La nouvelle dégradation de la situation sanitaire sur la fin de l'année a en particulier fortement impacté la consommation des ménages.

[Destatis](#) chiffre la variation de l'indice des **prix à la consommation** à +4,9 % en janvier, après +5,3 % en décembre. La hausse des prix de l'énergie s'accélère (20,5 % ; +2,2 points) après une légère baisse en décembre, tandis que celle de l'alimentation ralentit (5,0 %, -1,0 point).

[Destatis](#) annonce une baisse de 0,3 % (corrigée des variations calendaires et saisonnières) de la **production** en décembre 2021 par rapport à novembre (-4,1 % en glissement annuel): +1,2 % dans l'industrie, -0,7 % dans le secteur énergétique et -7,3 % dans la construction. La production totale a augmenté de 3,0 % sur l'ensemble de l'année 2021, mais reste inférieure de 5,5 % à son niveau de 2019.

L'**indice conjoncturel** du [DIW](#) pour le premier trimestre 2022 s'établit à 99,5 points en janvier, après avoir terminé l'année 2021 au-dessus de 100 points. L'institut estime que les conditions sont bonnes pour une forte reprise de l'industrie et des services dès le printemps, après un premier trimestre encore perturbé par la situation sanitaire.

Selon un sondage de [l'ifo](#) effectué auprès d'entreprises industrielles, la **pénurie de matériaux** s'est légèrement atténuée en janvier 2022. 67,3 % des entreprises interrogées se disent impactées par des difficultés d'approvisionnement en matières premières, après 81,9 % en décembre. Les secteurs des équipements électroniques (89,6 %, -4,2 points), de la construction mécanique (80,6 %, -10,4 points) et de l'automobile (77,9 %, -15,0 points) restent très touchés.

L'indice du **climat à la consommation** de la fédération [HDE](#) baisse pour le troisième mois consécutif (-0,4 point) et atteint 94,6 points en février 2022 : l'humeur des ménages continue de se détériorer avec la dégradation de la situation sanitaire.

L'indicateur de [l'ifo](#) sur les attentes d'**exportations** de l'industrie enregistre une nette amélioration : il atteint 17,4 points en janvier 2022 après 12,9 points en décembre. Pratiquement tous les secteurs industriels s'attendent à une hausse significative de leurs exportations dans les mois qui viennent.

Politique budgétaire

D'après les calculs de [l'IWH](#), le deuxième **budget rectificatif** pour l'exercice 2021 décidé par la coalition (transfert vers le fonds exceptionnel « climat et énergie » de 60 Md€ de crédits non-

utilisés, initialement mobilisés pour la gestion de la pandémie) pourrait accroître le PIB de 0,5 % en 2024. L'institut estime qu'il s'agit d'un arbitrage politique entre bienfaits macroéconomiques espérés et manœuvre budgétaire constitutionnellement délicate.

Politiques sociales

Selon [l'agence fédérale du travail](#), l'évolution du **marché du travail** a été positive en janvier 2022. Le nombre de chômeurs inscrits a augmenté de 133 000 par rapport à décembre 2021, soit une moindre hausse que lors des années précédentes (baisse de 48 000 avec correction des variations saisonnières). Le taux de chômage (en définition nationale) gagne 0,2 point pour s'établir à 5,7 %, soit 0,9 point sous son niveau de janvier 2021. Le nombre de demandes de chômage partiel est reparti à la hausse en comparaison annuelle, avec 286 000 personnes, alors que le nombre de personnes percevant le chômage partiel était de 574 000 en novembre 2021 (dernière donnée disponible après 710 000 en octobre). En outre, l'emploi a continué de progresser en décembre 2021 (+52 000 par rapport à novembre et +506 000 en glissement annuel) et a atteint 45,3 M de personnes.

[l'ifo](#) chiffre le nombre de personnes placées en **chômage partiel** à 900 000 (2,7 % de l'emploi) en janvier 2022, soit une hausse de 120 000 par rapport au mois précédent. L'augmentation est particulièrement marquée dans les services et le commerce en raison de la situation sanitaire, tandis que le recours au chômage partiel décroît dans l'industrie.

Dans son **rapport économique** annuel, le [gouvernement fédéral](#) table sur une progression de l'emploi de 425 000 personnes cette année ; le niveau d'emploi d'avant-crise serait dépassé dès le premier semestre. Le taux de chômage s'élèverait à 5,1 % en 2022, soit une baisse de 0,6 point par rapport à 2021.

Le [conseil des ministres](#) a adopté le 2 février un projet de loi sur une **allocation chauffage** exceptionnelle pour les personnes percevant l'allocation logement ou bénéficiant d'une bourse d'étude ou d'apprentissage : versement unique de 135 € pour un ménage d'une personne (115 € pour

les étudiants ou apprentis), 175 € pour un ménage de deux personnes, 35 € pour chaque membre supplémentaire. 2,1 M de personnes seraient éligibles. Le coût de la mesure est annoncé à 130 M€ et la mise en œuvre prévue pour juillet.

Selon une étude de l'[IMK](#), une hausse à 12 € par heure du **salaire minimum** légal au 1^{er} octobre 2022 (mesure prévue dans l'accord de coalition) n'aurait qu'un impact limité sur l'inflation: l'effet est estimé à 0,25 point supplémentaire au printemps 2023, comparé à un scénario sans relavorisation. Par ailleurs, l'institut n'observe pas d'effet significatif sur l'emploi.

Le **baromètre de l'emploi** de l'[ifo](#) perd 0,5 point en janvier pour s'établir à 102,4 points. Les besoins de main d'œuvre de l'industrie augmentent, tandis que les entreprises de services revoient nettement à la baisse leurs projets de recrutement.

ACTUALITE FINANCIERE

Régulation financière

La Cour fédérale de Justice a débouté un restaurateur qui réclamait un dédommagement à la suite de l'obligation de fermeture pour cause de pandémie. La Cour estime que l'assurance couvrant les **pertes d'exploitation** d'entreprises ne s'applique pas dans le cas de la pandémie Covid-19. (cf. BE 33/2020 et 01/2021)

La BaFin procède depuis début 2022 à des **achats fictifs** (« [Mystery Shopping](#) »). Les résultats des 36 tests pilotes menés fin 2021 ont été « décevants » : dans un tiers des cas, d'importants documents d'information n'ont pas été remis et, dans 11 % des cas, aucune information sur les coûts n'a été fournie.

Banques et assurances

Deutsche Bank enregistre, en 2021, un résultat annuel avant impôts de 3,4 Md€ (contre 1,0 Md€ en 2020) et, avec 2,5 Md€ (contre 0,6 Md€ en 2020), le meilleur résultat net de ces dix dernières années. Le recul des provisions pour risques de crédits (0,5 Md€ en 2021 contre 1,8 Md€ en 2020) explique en partie la progression annuelle. La banque a annoncé un dividende de 20 cents/action et un programme de rachat d'actions de 300 M€, soit une distribution totale de capital de 700 M€. Avec un produit net bancaire de 25,4 Md€ en 2021, la banque a dépassé l'objectif de 24,5 Md€ qu'elle s'est fixé pour 2022. En revanche, les objectifs d'un ratio coûts/revenus de 70 % (85 % en 2021) et d'un rendement des capitaux propres de 8 % en 2022 (3,8 % en 2021) semblent loin de portée en dépit de la confiance affichée par la banque. La BCE a maintenu à 10,45 % le CET1 qu'elle exige de la banque à partir du mois de mars (CET1 de Deutsche Bank fin 2021: 13,23 %).

LBBW acquiert la banque de financement immobilier [Berlin Hyp](#) pour un montant estimé entre 1 et 1,5 Md€. LBBW et Berlin Hyp financent chacune environ 25 Md€ d'immobilier commercial.

ING Deutschland, filiale du groupe néerlandais ING, affiche un [résultat annuel avant impôts](#) en hausse par rapport à 2020 (1,1 Md€ en 2021 contre 1,0 Md€ en 2020) en raison notamment d'une baisse de ses provisions pour risques. La banque ne retrouve néanmoins pas son niveau d'avant-crise (résultat avant impôts de 1,35 en 2019).

La **KfW** a accordé, en 2021, [107 Md€](#) de prêts et subventions (contre 135,3 Md€ en 2020 et 77,3 Md€ en 2019). Le volume du financement domestique a atteint 82,9 Md€ (contre 106,4 Md€ en 2020) dont 10,1 Md€ au titre des programmes d'aides Covid (contre 46,9 Md€ en 2020) et 34,5 Md€ pour le programme d'aides d'efficacité énergétique en direction des ménages (contre 26,8 Md€ en 2020).

La BaFin a déclaré insolvable en 2021 et 2022 trois **caisses de pension** (il s'agit d'un type

d'assurance retraite d'entreprise), [Kölner Pensionskasse](#), [Pensionskasse der Caritas](#) et [Pensionskasse des steuerberatenden Berufs VVaG](#), qui comptent, au total, environ 63 000 assurés. Le superviseur exerce actuellement une surveillance renforcée sur 40 des 135 caisses de pension existantes. En cas de difficulté de la caisse, l'employeur garantit les prestations au salarié et s'il fait faillite, l'organisme de garantie des retraites complémentaires d'entreprises (PSVaG) intervient (cf. BE n°15/2020).

Euler Hermes, filiale d'Allianz depuis 2018, va perdre son nom. Les produits d'assurance-crédit export seront désormais vendus sous le nom du groupe Allianz.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international